

Mounir Satouri : “à Porto, les écologistes attendent des engagements sociaux concrets”

Durant les deux jours à venir, dirigeant.e.s des Etats membres, décideurs européens, syndicats et ONGs sociales se réuniront à Porto dans l’objectif fixé par la Présidence portugaise du Conseil de l’Union européenne de donner un élan politique à la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux.

Pour Mounir Satouri, il est essentiel que ce sommet ne se résume pas à un simple exercice de communication, en particulier du fait de l’impact social de la crise du COVID. *«J’attends un exercice de prise de conscience commune des dirigeant.e.s sur l’intérêt général des Européen.ne.s, au-delà des égoïsmes nationaux, des engagements solides sur des dossiers centraux, et un coup d’accélérateur concret sur l’agenda social».*

Pour l’eurodéputé écologiste, des déclarations de principe ne peuvent être constructives que si elles aboutissent en un renforcement des compétences de l’Union européenne, *« y compris en forgeant la volonté d’une amélioration des traités pour assurer de manière effective la convergence sociale*

ascendante, l’équité et la protection des droits sociaux en Europe ».

Des engagements urgents pour la justice salariale et la solidarité sociale

Le sommet de Porto doit être l’occasion pour les dirigeant.e.s des États membres de se ranger derrière le principe d’une directive sur les salaires minimums en Europe qui soit suffisamment protectrice. Pour le rapporteur fictif écologiste sur le dossier, *«il est temps pour eux d’affirmer que quel que soit le système social national, chaque travailleur.se dans l’UE doit être protégé.e contre des salaires indécents».* Le patronat européen devrait aussi saisir l’occasion pour faire une déclaration forte en soutien à cette directive, en suivant la voie ouverte par ses membres français la semaine dernière.

Pour Mounir Satouri, *«en cette période de crise, il est essentiel que la Commission saisisse l’opportunité de Porto*



Communiqué de presse, Bruxelles, le 7 mai 2021

pour annoncer une initiative législative sur le revenu minimum».

À Porto, le social doit être marié à l'écologie pour une transition juste

Porto doit être un temps de réflexion commune pour s'extraire du mantra de la croissance. Pour Mounir Satouri, « la transition juste, ce n'est pas que "jobs, jobs, jobs", mais c'est aussi un changement de modèle qui doit être construit sur la primauté des objectifs environnementaux, des emplois décents et durables, de l'inclusion et de la solidarité ».

Mounir Satouri, avec les co-présidents du Groupe Verts/ALE avait pressé la Commission et la Présidence portugaise d'inviter certaines ONGs environnementales ayant une expertise précieuse en matière de transition juste. Pour le rapporteur du Fonds de transition juste en Commission EMPL du Parlement européen, il est très regrettable que ces acteurs n'aient pas été conviés.

Transformations de l'emploi : Porto doit assurer les droits des travailleurs

Les dirigeants à Porto auront-ils l'ambition nécessaire pour s'attaquer aux déraillements sociaux nés de certaines transformations du travail ? Pour les écologistes, ce sommet doit être un temps fort pour réaffirmer que tous les travailleurs doivent, toujours et encore, bénéficier de protection sociale, des allocations chômage aux congés maladies. Concrètement, pour Mounir Satouri « *les Etats membres et la Commission doivent se ranger derrière la proposition du bloc progressiste du Parlement européen d'appliquer une présomption de relation de travail pour les travailleurs des plateformes* ».

Alors que le COVID a très fortement accéléré l'adoption du télétravail, la Commission doit s'attaquer à cette autre transformation et annoncer un travail législatif européen sur le droit à la déconnexion, comme le Parlement l'a demandé.

Enfin, Mounir Satouri souligne que « *sans engagements étatiques communs et concrets pour freiner l'écroulement de la couverture syndicale en Europe, je considérerai ce sommet comme une opportunité manquée* ».